

## **Comité spécial sur la réforme électorale**

Chambres des communes  
131, rue Queen, 6<sup>e</sup> étage  
Ottawa (Ontario) K1A 0A6

Le 7 octobre 2016

Madame,  
Monsieur,

Voici un rapport concernant l'assemblée publique sur la réforme électorale tenue par l'Institut professionnel de la fonction publique du Canada (IPFPC). Plus de 50 personnes y ont assisté, dont des membres de l'IPFPC, de Représentation équitable au Canada, du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), À l'action, le Parti vert du Canada, le Parti libéral du Canada, le Nouveau Parti démocratique du Canada, le Centre Pearson, le Conseil des Canadiens et Every Vote Counts.

Parmi les conférenciers figuraient les personnes suivantes :

- Alexandre Boulerice, NPD, député de Rosemont—La Petite-Patrie, membre du Comité spécial sur la réforme électorale du Parlement,
- Duff Conacher, cofondateur, Démocratie en surveillance,
- Nathalie Des Rosiers, doyenne de la faculté de droit, Université d'Ottawa,
- Réal Lavergne, président national, Représentation équitable au Canada.

L'auditoire se composait de citoyens bien au fait de la réforme électorale, ainsi que de personnes qui en prenaient tout juste connaissance. Au fil de la soirée, des idées et des préoccupations ont été soulevées, et sont résumées ici.

1. Il est apparu que le gouvernement devrait demander l'avis de la Cour suprême du Canada dès le début du processus, ainsi que pendant l'élaboration de l'ébauche et la phase de consultation sur la nouvelle loi, plutôt que d'attendre que celle-ci soit déposée.
2. Une discussion sur le vote obligatoire a eu lieu, mais il a été décidé, par consensus, qu'il existait d'autres mécanismes mieux adaptés pour encourager la mobilisation et le taux de participation des électeurs.
3. Le choix retenu a été, de loin, une forme quelconque de représentation proportionnelle. La préférence est allée à une liste non bloquée plutôt qu'à une liste fermée dans un système de représentation proportionnelle mixte.
4. Il a été convenu que le système canadien serait un hybride entre au moins deux variantes de la représentation proportionnelle afin de tenir compte des

différences entre les circonscriptions urbaines et rurales.

5. Le vote en ligne a été abordé, mais de sérieuses préoccupations en matière de sécurité numérique et de confidentialité ont subsisté.
6. En règle générale, tout le monde s'est entendu sur le fait qu'un bon gouvernement nécessite que les voix minoritaires soient entendues et que la « règle » de la majorité est intrinsèquement antidémocratique.
7. Personne ne s'est prononcé en faveur d'un référendum et plusieurs participants s'y sont même montrés défavorables, y voyant une forme extrême de règle de la majorité, citant le Brexit et les référendums provinciaux sur la réforme électorale.
8. Nous avons appris que les systèmes de représentation proportionnelle semblent élire 7 % plus de femmes, et que les pays qui en sont dotés affichent de meilleurs résultats sur les plans économiques, des droits de la personne et de l'environnement.
9. Outre des modifications à l'exercice du droit de vote, de nombreuses idées ont été soulevées en vue d'améliorer la démocratie, telles que des contrôles relatifs au financement des élections et à la corruption, et davantage d'éthique politique et de transparence.
10. Trente-deux participants ont signé une liste de diffusion visant à en apprendre davantage sur la réforme électorale, reflétant un profond intérêt pour le sujet.
11. Vingt-neuf autres ont rempli le questionnaire de Représentation équitable au Canada, offert à la page suivante :  
[https://docs.google.com/forms/d/1zgBloMIJc\\_cNgyltB2jCU3ESC1yu-nKmgFDmysuux\\_g/edit#responses](https://docs.google.com/forms/d/1zgBloMIJc_cNgyltB2jCU3ESC1yu-nKmgFDmysuux_g/edit#responses). Cliquez sur « Réponses » pour voir les résultats sous forme graphique.

Nous vous remercions d'avoir donné l'occasion à tous les membres du groupe d'exprimer leurs avis et pour les idées communes soulevées pendant cet événement.

La démocratie doit continuer à évoluer afin de survivre dans notre monde moderne. Nous vous demandons de saisir cette occasion de créer un nouveau genre de gouvernement qui partage le pouvoir équitablement et travaille pour le bien commun.

Présenté par Katie Oppen au nom des participants au forum public de l'IPFPC sur la réforme électorale, le 4 octobre 2016, Aréna Tom-Brown, 141, chemin Bayview, Ottawa (Ontario).